Médiévales

Langues, Textes, Histoire

52 | printemps 2007

Le livre de science, du copiste à l'imprimeur

Antoine Franzini, *La Corse du xv^e siècle. Politique et société, 1433-1483*

Ajaccio, Alain Piazzola, 2005, 750 p.

Pierre Savy

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/2773>

DOI : 10.4000/medievales.2773

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 201-204

ISBN : 978-2-84292-202-3

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Pierre Savy, « Antoine Franzini, *La Corse du xv^e siècle. Politique et société, 1433-1483* », *Médiévales* [En ligne], 52 | printemps 2007, mis en ligne le 11 février 2008, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/2773> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.2773>

Tous droits réservés

(la *Domenica*). Cette question ouvre donc des pistes nouvelles dans l'étude des rapports complexes entre la langue et les images, mais aussi dans celle de l'élaboration iconographique des types sexués.

Toutes ces représentations, qu'elles soient féminines, androgynes ou masculines, ont été commanditées par des communautés villageoises et réalisées par de petits maîtres d'origine paysanne appartenant à des ateliers itinérants. L'auteur, familière des peintures murales de l'arc alpin, retrouve ici son terrain de prédilection, puisqu'une bonne part de son corpus relève des vallées alpines, même si certaines fresques ont vu le jour en Angleterre, d'autres en Italie centrale (voire dans les environs de Naples). La Péninsule ibérique et la France (hormis les actuelles Alpes-Maritimes) semblent avoir ignoré « le Christ du dimanche ». Plusieurs cartes en couleurs, très claires, témoignent de l'extension de ce thème iconographique. C'est à ce niveau également que le livre donne à réfléchir. En effet, quelle(s) échelle(s) d'approche adopter pour analyser un tel phénomène iconographique intrinsèquement lié aux églises rurales, notamment montagnardes, mais concernant *in fine* un espace très vaste (des Grisons à la Slovaquie) dépassant à l'évidence les intérêts locaux ? Probablement des échelles combinées, rendant compte à la fois de l'enracinement paroissial de ces images et de la structuration d'un temps chrétien qui engage l'ensemble de la Chrétienté. Ou plutôt *des* temps chrétiens. Car si le calendrier romain vise à unifier l'espace en imposant des rythmes communs à l'ensemble des fidèles, chaque diocèse conserve en matière de fêtes sanctorales (et donc aussi de temporalité) une part de flexibilité, de spécificité. L'emplacement même de ces peintures murales, sur les murs des églises paroissiales, résonne ainsi comme une invitation à s'insérer dans le calendrier chrétien « localement » en investissant collectivement, le jour du Seigneur, le *lieu* dévolu à l'Eucharistie : respecter et honorer le dimanche le corps et le sang du Christ, c'est donc aussi s'incorporer aux dimensions spatiales et temporelles de la Chrétienté, même et surtout lorsque l'on vit dans un village reculé de montagne.

Dominique DONADIEU-RIGAUT

Antoine FRANZINI, *La Corse du xv^e siècle. Politique et société, 1433-1483*, Ajaccio, Alain Piazzola, 2005, 750 p.

La Corse du xv^e siècle est tiré d'une thèse de doctorat soutenue à l'université de Corse en avril 2003 par Antoine Franzini, que l'on connaît déjà comme l'auteur d'un bon nombre de travaux sur l'histoire de la Corse à l'époque médiévale. Le livre entend donner de la Corse au xv^e siècle une image riche et précise, comme le montrent son titre ambitieux et son volume imposant. Et le pari est tenu : impossible de résumer ici ces presque sept cents pages de texte, suivies d'annexes solides (publication de quelques pièces, comme les lettres d'Antonio Ivani, bibliographies et index).

« Politique et société » annoncées par le sous-titre (mais, disons-le d'emblée, il est aussi parfois question d'économie, de religion et de culture), étudiées à l'échelle régionale et sur une durée moyenne : on n'est pas loin, avec cet objet et cette méthode finalement assez classiques, de ces grandes thèses d'État qui furent longtemps la marque de fabrique de l'historiographie nationale. L'île souffre d'un net déficit bibliographique qui, de façon assez extraordinaire, s'est toujours fait sentir – que l'on se réfère à la citation liminaire du plus célèbre des chroniqueurs corses, Giovanni Della Grossa : en plein xv^e siècle, il écrivait que « la pauvre Corse » n'avait pas encore eu d'hommes « qui aient noté pour [son] temps de manière intelligible les événements nouveaux qui se sont produits ». C'est ce manque qu'entend combler l'auteur, conscient des nombreux lieux communs et affabulations qu'a entraînés le

manque de travaux, lui-même lié en bonne part à une prétendue insuffisance de la documentation.

À ces fausses croyances, l'auteur oppose, précisément, une remarquable connaissance des sources ; l'impression faite par la bonne présentation des chroniqueurs corse (surtout Della Grossa, et, secondairement, Cirneo et Monteggiani) est confirmée dans le corps du volume. Sources publiées, mais aussi sources d'archives (dispersées entre la Corse même, Gênes bien sûr, mais aussi Rome, Milan, Paris, Barcelone, etc.) et même sources archéologiques lui sont familières. Cette connaissance lui permet de rompre avec l'idée d'une Corse peu documentée, et de faire litière du mythe de l'insularité : tenir à l'idée d'une identité corse fermée sur elle-même, concevoir l'île comme un espace coupé, autonome et donc non comparable aux réalités voisines (Sardaigne ou Apennins ligures, par exemple) empêche en effet de percevoir le fort ancrage de la Corse dans l'italianité. Sans doute les Corses du xv^e siècle sont-ils en désaccord pour dire de quelle région de la Péninsule fait partie ou se rapproche le plus leur île ; mais il est sûr qu'ils la jugent italienne. Signalons au passage que la thèse d'Antoine Franzini s'intitulait même, d'un titre plus significatif encore, *La Corse du Quattrocento*. On tiendrait là non seulement une « île d'Italie », mais même une sorte de laboratoire politique des puissances italiennes, retentissant des échos de la vie politique de la Péninsule. Il s'agit, certes, d'une Italie bien particulière – notamment parce qu'il n'y a guère de villes en Corse, tandis que la Péninsule est à la fin du Moyen Âge, avec la Flandre, la terre des villes par excellence.

L'étude, ainsi cadrée, porte sur le cœur de la période génoise, entre la fin des expériences comtales, en 1433, et le début du second gouvernement de l'Office de Saint-Georges, en 1483, même si le livre excède en fait un peu cette période complexe et même confuse. On dispose heureusement, pour y voir clair, d'une limpide chronologie de l'histoire politique corse vers le début du volume. Cette somme se compose de trois grandes parties, « Dominer », « Gouverner » et « Inventer la société ». Le thème majeur, donnant une continuité à la recherche, est bien celui de la domination et de la puissance : une *libido dominandi* qui s'organiserait progressivement afin de s'assurer la construction de l'autorité publique et son contrôle.

Pour commencer, l'auteur distingue entre deux niveaux politiques différents, à chacun desquels s'affrontent deux projets politiques opposés : « voie du comte » et « voie de la commune » d'une part, « voie du prince » et « voie contre le prince » de l'autre. Un équilibre s'est établi entre comté et commune : éprise de *libertas*, l'île demeure hostile à toute volonté d'imposition d'un pouvoir, mais accepte l'établissement d'un *regimen* qui fut d'abord, aux siècles centraux du Moyen Âge, le fait de Pise. Le projet comtal corse, entre avènement seigneurial à l'italienne et survie du modèle carolingien traditionnel, n'est du reste pas coupé des seigneurs, des caporaux ni même du peuple, puisqu'il passe par l'acclamation ; en somme, la « voie de la comté » constitue un modèle féodal tardif et ambigu.

La voie de la commune, ouverte par Pise puis tracée par la république de Gênes, finit par s'imposer. Mais les partisans d'un prince (voir le passage sur le projet de principat des Fregoso) s'opposent à ceux qui soutiennent le « modèle génois », communal et anti-seigneurial. Sur le plan de la sociologie politique, la distinction principale passe entre ce parti populaire communal et les seigneurs et leurs clientèles ; opposition redoublée de fortes différences régionales, entre seigneurs de la Seigneurie du Cap corse et seigneurs du « Delà des monts » par exemple, et d'appartenances de type factionnaire, courantes en Italie continentale : un système vertical et bipolaire divisant à la fois noblesse et peuple.

Cela pour dire la grande richesse du jeu politique à l'œuvre dans l'île. *La Corse du xv^e siècle* permet d'en bien saisir les enjeux. L'idée paraît pleinement convaincante, selon laquelle cette période complexe est particulièrement bien adaptée pour approcher « les structures de la société corse ». Dans l'ensemble, dans cette dialectique très riche, c'est le parti populaire, soutenu par la commune de Gênes, qui s'impose. Reste à comprendre ce que recouvre, pour Gênes, la notion de « colonisation ». La ville de Ligurie a un empire, mais « à la phénicienne » : des comptoirs, non des territoires. En outre, la conquête de la Corse, latine et chrétienne, ne saurait prendre la même forme que celle de terres habitées par des Tartares. Le rapport que Gênes institue avec elle se rapproche plutôt de celui qui l'unit aux vallées des Apennins. Les choses changent au xv^e siècle : le royaume d'Aragon, le duché de Milan et la Papauté vont s'efforcer de jouer dans la vie politique corse un certain rôle – et donc d'interférer dans le rapport entre l'île et Gênes. De l'emboîtement des situations, découle de surcroît une certaine instabilité : Gênes, qui domine souvent la Corse, est à son tour souvent sous contrôle milanais.

Reste que, dans l'ensemble, le xv^e siècle est surtout, on l'a dit, celui du gouvernement génois. Il passe par une alliance de l'Office de Saint-Georges, institution financière génoise représentant l'élite négociante à qui la commune confie la gestion de territoires, avec le clergé. Saint-Georges joue un rôle fondamental, ne serait-ce que parce qu'il importe sur l'île un « langage politique » communal – encore faut-il garder à l'esprit que le xv^e siècle n'est pas le xii^e, et que le modèle seigneurial et comtal est défait non pas tant au profit d'une commune populaire qu'à celui d'une république aristocratique. Le gouvernement de l'Église (des grands prélats à la campagne d'indulgences de 1456-1457, en passant par l'action du clergé) est étudié de façon autonome par l'auteur, qui consacre ensuite son attention au gouvernement effectué par Saint-Georges, qui assure des fonctions étatiques, avec parfois une extrême violence. L'appareil d'État utilisé pour faire régner l'ordre (armes, troupes, places fortes) est exposé avec soin, avant une présentation de l'administration de la justice. C'est donc bien d'une forme d'État qu'il s'agit, une forme particulière (mais quelle forme ne l'était pas à l'époque ?), mais prenant place dans le tableau déjà riche des constructions étatiques italiennes.

Avec la partie sur la société, on arrive à un niveau plus précis de description de la Corse, au niveau, cette fois, des habitants : la présentation des communautés paysannes et de la société villageoise n'est pas statique, car il s'agit, dans ce développement relevant véritablement de l'histoire rurale, de comprendre comment se diffuse, dans ce paysage montagneux et forestier, la société villageoise et paroissiale – comment, d'une bonne formule utilisée par l'auteur, les paysans deviennent des villageois. La campagne corse, le système social, les effets de la prédication et de la présence mendiante sur la société sont longuement présentés. Un événement majeur, dans cet arrière-plan très peu urbain, est bien sûr constitué par la fondation de la ville de Bastia, à partir de 1476. La société est étudiée, pour ainsi dire, de bas en haut, et la fin du propos porte sur la noblesse – à la fois la structure sociale de ce groupe dominant (nobles, seigneurs gentilshommes) et les éléments symboliques, par exemple les armes, qui signifient et expriment cette appartenance.

Le livre s'achève sur ces aspects, et sans conclusion : on peut regretter que soit laissé au lecteur le soin de reprendre les principaux apports de cette recherche pourtant si riche. Plus généralement, les parties analytiques, qu'elles soient narratives ou descriptives, abondent, au détriment peut-être d'une présentation plus nette des grandes lignes de ce travail. Mais est-ce surprenant ? Après tout, ce livre d'une grande

densité, que l'on peut consulter ponctuellement autant que lire *in extenso*, est tiré d'une thèse de doctorat, et se conforme donc aux règles du genre. Par ailleurs, des références plus riches sur l'Italie auraient sans doute servi, de manière à approfondir la comparaison avec les autres réalités politiques italiennes et à mieux mettre à profit les apports de l'historiographie italienne la plus récente. Un seul exemple : l'opposition très traditionnelle, et maintes fois répétée, entre le « féodal » et le « moderne ». Elle peut surprendre, et elle montre combien l'historiographie de l'État demeure souvent peu au fait du dépassement dialectique de cette opposition proposé depuis une vingtaine d'années par des historiens italiens, qui montrent comment l'État de la Renaissance utilisa et même développa le fait féodal, qu'il est donc discutable de réduire au niveau d'une « persistance », fût-elle vivace.

Il n'empêche que le livre paraît tout à fait remarquable, pour son érudition, pour la grande richesse du matériau qu'il met à la disposition des médiévistes et pour sa cohérence. En plus de l'intérêt que présente assurément cette somme de savoir pour les historiens de la Corse, soulignons qu'elle permet aux historiens des États de la Péninsule et plus généralement de l'Occident de disposer du tableau clair, complet et surtout neuf d'un État italien du bas Moyen Âge, tableau passionnant parce qu'il enrichit notre vision de ces aspects essentiels de l'histoire de la politique et de la société médiévales.

Pierre SAVY